

Guerre en Syrie : pistes d'actions non-violentes.

par Christian Boury-Esnault,
membre du MAN Montpellier et animateur du réseau Action Non-violente du MAN.

Avant d'ouvrir ici quelques pistes non-violentes, il convient d'introduire ce sujet délicat et complexe par deux remarques :

À partir du moment où un conflit armé est déclaré, la non-violence est évacuée d'office des discours et des propositions d'action. Mais peut-on décider d'écarter des outils sans avoir au moins, essayé de les utiliser ?

La tentation de la violence est grande dans les situations extrêmes. Il existe un risque réel à la légitimer en l'employant. La violence ne peut pas être la réponse au désespoir et à l'absence de perspective immédiate et l'on doit toujours se poser la question de l'après-violence. La violence demeure le signe d'une défaite de la civilisation, d'un échec politique et d'un drame humain.

En Syrie, deux tyrannies conjuguent leurs forces

La guerre en Syrie est un véritable casse-tête pour la communauté internationale. Depuis le début du conflit, les positionnements des différents acteurs ont beaucoup évolué, dévoilant une grande complexité mais souvent en laissant la main aux deux totalitarismes : ladite « Organisation État Islamique » (OEI ou Daech), et le régime de Bachar El Assad. Si les gouvernements sont appelés à prendre position, la question sur ce qu'il convient de faire s'élargit à l'ensemble de la société civile. Ainsi les organisations non gouvernementales (ONG) et, parmi elles, les mouvements non-violents sont interpellés.

Chercher des alternatives à la guerre avec la société civile.

La rhétorique guerrière développée depuis les attentats du 13 novembre par la classe politique française est symptomatique : nous sommes passés du registre de la défense au registre de la vengeance. La réponse française est à prendre davantage comme une opération de communication, et ce d'autant plus que la puissance de feu française (même avec les *Rafale*) est somme toute réduite. Elle est guidée par l'émotion plus que par une réflexion stratégique approfondie. La violence entraîne toujours dans une spirale destructrice, c'est bien le cas de l'intensification des bombardements suite aux attentats de Paris. Si les raids aériens portent des coups durs à Daech, ils tuent aussi des civils innocents et déjà victimes de la domination de l'OEI. Leur nombre dépasse le nombre des victimes des attentats de Paris.

Il n'existe pas de toute façon de solution efficace à court terme, qu'elle soit violente ou non-violente. Le conflit syrien est complexe, mais cette complexité même autorise de nombreux leviers. Des moyens d'actions non-violents pourraient permettre les conditions d'une sortie de crise pour demain. En effet, la plus-value de l'action non-violente est qu'elle permet de construire le long terme.

D'abord s'informer.

La première action est de prendre connaissance de la réalité du terrain, de comprendre les racines historiques et géopolitiques de la situation et d'en appréhender la complexité au-delà des oppositions binaires (comme orient/occident, sunnisme/chiisme, bons/ barbares), avec l'aide de chercheurs, de diplomates et de militants d'ONG. Il est également primordial de se rapprocher des sociétés civiles pour connaître leur façon de voir les choses et leurs attentes. De nombreux experts qui ont lancé des alertes témoignent de leur désarroi devant cette méconnaissance qui perdure parmi les responsables politiques ou militaires. Savons-nous qu'en Syrie, des groupes de femmes arrivent à obtenir des cessez-le-feu locaux, que des manifestations ont lieu contre des arrestations arbitraires de l'OEI, que des villages, après avoir résisté au régime de Bachar El Assad, ont résisté à l'OEI ? Même sous les bombes, même sous le joug des pires autocrates, la société civile vit et résiste. Qui en parle, qui l'assiste ?

Aider la société civile syrienne.

Quelles sont les personnes que nous pourrions appuyer dans la reconstruction de la Syrie ? Quelles aides concrètes pouvons-nous leur offrir : soutien à une radio ou à un journal qui seront demain les premières briques d'un système médiatique libre, accompagnement de personnes menacées à cause de leur engagement, mise en place d'écoles de fortune dans les camps de réfugiés pour que les enfants continuent malgré tout à apprendre. Nous devons organiser le financement de formations de la société civile syrienne dans le champ de la résistance civile non-violente car c'est une demande qui en émane. Ces acteurs locaux choisiront ensuite les tactiques qui leur paraissent le plus adaptées en fonction du terrain. Il s'agit aussi de faire connaître et former à l'intervention civile de paix, forme d'intervention en Syrie que l'ONU encourage, avec le support financier de l'Union Européenne (si faible en comparaison des dépenses d'armement). Mais nous n'en sommes là qu'au stade de la micro initiative alors qu'il conviendrait de démultiplier les moyens pour que cette intervention civile de paix se développe en Syrie et à ses frontières comme c'est le cas au Liban avec l'organisation *Nonviolent Peaceforce*.

Penser une politique de non-coopération

Il est des tactiques coercitives de non-coopération qui pourraient être utilisés à grande échelle, par exemple en augmentant le coût de l'occupation d'un territoire pour l'envahisseur. La guerre coûte cher, même à l'OEI. Il s'agit d'exercer des pressions à la fois internes et externes.

Le pétrole ne devrait pas sortir des zones tenues par l'OEI, or des camions citernes circulent presque librement alors qu'il existe des engins de détection d'une précision atteignant le centimètre. Les différents moyens de financement de l'OEI ont été décortiqués dans différents médias¹.

Il conviendrait de mieux surveiller les flux de capitaux et de sanctionner tous ceux qui peu ou prou collaborent ou profitent de l'argent de l'OEI. Les moyens de télécommunication font aussi partie de la stratégie de l'OEI. Une véritable politique d'empêchement devrait être mise en place pour l'utilisation d'Internet. C'est ce que tentent à leur manière les *Anonymous* en traquant les comptes twitter ouverts par des djihadistes, même s'ils agissent au risque de télescoper les initiatives des services de renseignements. Il y a certainement une piste d'action de ce côté-là.

Réformer la politique de vente d'armes

La guerre nécessite des quantités astronomiques de munitions. Il est facile de comprendre que Bachar El Assad profite du soutien des Russes et des Iraniens pour réapprovisionner ses stocks, mais qui sont les fournisseurs de l'OEI ? Certains réseaux de trafics d'armes sont connus, mais des trafiquants notoires peuvent se promener à travers le monde car beaucoup de gens y trouvent leur compte ; et des armes fournies pour combattre Daech se retrouvent dans les mains des soldats de l'OEI. Qui sera le premier à donner un coup de pied dans la fourmilière ?

¹ en particulier la revue *Alternative Économique* dont le dossier fait référence sur ce sujet. (n°352, décembre 2015)

Cette question des armes nous renvoie vers les arcanes de la politique étrangère. Face au rôle douteux que jouent par exemple l'Arabie Saoudite et le Qatar, le souci de la France semble être de garder de bonnes relations et de profiter des pétrodollars. Il est de notoriété publique que l'OEI comme auparavant *Al Qaida* profitent de financements issus du royaume wahhabite. Les contrats d'armement sauvent des emplois, mais quand les armes vendues serviront, il sera trop tard. D'autre part, et malgré les déclarations en termes de droits de l'homme et de démocratie, nos dirigeants continuent à soutenir des États dont les pratiques nous sont insupportables.

Favoriser une négociation inévitable

La situation actuelle est le résultat de décennies d'inconstance et de soutien malsain à des dictateurs de toute sorte pour favoriser le commerce des armes. Elle marque aussi la cruelle absence de l'Europe en tant qu'acteur dans ce conflit. C'est en effet à l'échelle de l'Europe que doivent se décider les mesures d'embargo sur le pétrole, de lutte contre le commerce des armes et les différents trafics. Et c'est l'Europe, en collaboration avec l'ONU, qui doit mettre en place les moyens diplomatiques nécessaires pour sortir du conflit. En Syrie, comme ailleurs, c'est autour d'une table que l'on pourra sortir du conflit.

Autres combats à mener ici même

Certains sont tentés de rejoindre les rangs de l'OEI par idéal, pour donner plus de sens à leur vie, d'autres tout simplement pour avoir plus à manger. Qui va les éclairer sur la réalité de l'OEI, qui va leur proposer des engagements signifiants. Dès qu'une de ces personnes est découragée par son entourage, n'est-ce pas une victoire ?

Organiser l'accueil des réfugiés en Europe et autour de la Syrie... Rappeler et faire vivre les valeurs fondatrices de la démocratie. En tant que mouvement de la société civile, il nous reste à œuvrer, à notre humble échelle, pour faire connaître et soutenir ces petites initiatives qui tendent à réduire le niveau de violence ou préparent la reconstruction. Nous le voyons, il ne s'agit pas de choisir entre ne rien faire ou envoyer des bombes !

C. B.-E., avril 2016

■